

N° DP 24/817

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN KIOSQUE SITUE A TOULON 2 PLACE DU COLONEL BONNIER

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la manifestation d'intérêt spontanée de la SAS CAROLE ET GILLES, représentée par la SAS MIKNIC, elle-même représentée par son Président Monsieur Nicolas ENON, en date du 20 juin 2024,

VU l'avis de publicité suite à manifestation d'intérêt spontanée affiché sur place le 11 juillet 2024 et publié sur le site internet de la Métropole le 16 juillet 2024,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT que par manifestation d'intérêt spontanée en date du 20 juin 2024 la SAS CAROLE ET GILLES, représentée par la SAS MIKNIC, elle-même représentée par son Président Monsieur Nicolas ENON, a sollicité la Métropole pour la délivrance d'une convention permettant d'occuper un kiosque situé à Toulon (83200), 2 place du Colonel Bonnier, afin d'y exercer l'activité de vente à emporter de sandwiches, boissons et glaces,

CONSIDERANT que la Métropole a affiché sur place le 11 juillet 2024 et publié sur le site internet de la Métropole le 16 juillet 2024 un avis de publicité suite à manifestation d'intérêt spontanée relatif à la délivrance de cette convention d'une durée de 5 ans moyennant une redevance trimestrielle de 605,25 € TTC (six cent cinq euros et vingt-cinq centimes TTC),

CONSIDERANT que la date limite de cette consultation avait été fixé au 12 août 2024 et qu'à cette date, aucune offre concurrente n'a été reçue,

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour la Métropole de consentir une convention d'occupation temporaire à la SAS CAROLE ET GILLES, représentée par la SAS MIKNIC, elle-même représentée par son Président Monsieur Nicolas ENON, pour une durée de 5 ans et moyennant une redevance trimestrielle de 605,25 € TTC (six cent cinq euros et vingt-cinq centimes TTC), révisée chaque année, selon les tarifs fixés par l'assemblée délibérante de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, portant uniquement sur une activité de vente à emporter de sandwiches, boissons et glaces,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition d'un kiosque, situé à Toulon (83200), 2 place Colonel Bonnier, destinée à une activité de vente à emporter de sandwiches, boissons et glaces, pour une durée de cinq années, moyennant une redevance trimestrielle d'occupation de 605,25 € TTC (six cent cinq euros et vingt-cinq centimes TTC), révisée chaque année, selon les tarifs fixés par l'assemblée délibérante de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget principal, section de fonctionnement, article n° 70323, opération n°61101, service foncier.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 19 SEP. 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



J. B. 289, 1012

**CONVENTION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE RELATIVE AU KIOSQUE
SITUE PLACE DU COLONEL BONNIER**

COMMUNE DE TOULON

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision du Président n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

D'une part

ET

La SAS CAROLE ET GILLES, ayant son siège social à Toulon (83200), Place du Colonel Bonnier, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Toulon sous le numéro 802 222 083, représentée par la SAS MIKNIC, ayant son siège social à Toulon (83000), 10 place Dugesclin, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Toulon sous le numéro 898 336 516 elle-même représentée par son Président Monsieur Nicolas ENON, habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé « l'Occupant »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a reçu en date du 26 juin 2024 une manifestation d'intérêt spontanée d'un professionnel pour la délivrance d'une convention permettant d'occuper un kiosque, situé à Toulon (83200), 2 place du Colonel Bonnier, afin d'exercer l'activité de vente à emporter de sandwiches, boissons et glaces moyennant une redevance trimestrielle de 605,25 € TTC pour une durée de 5 ans.

Conformément à l'article L.2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui prévoit que « lorsque la délivrance d'un titre d'occupation du domaine public en vue d'une exploitation économique intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, l'autorité compétente doit s'assurer au préalable par une publicité suffisante de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente » un avis de publicité suite à manifestation d'intérêt spontanée a été affiché sur place le 11 juillet 2024 et publié sur le site internet de la Métropole le 16 juillet 2024, sachant que la date limite de réception des réponses a été fixée au 12 août 2024.

Considérant qu'aucune candidature concurrente n'a été réceptionnée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a donc décidé d'accéder à la demande de Monsieur Nicolas ENON en délivrant à la SAS CAROLE ET GILLES une convention d'occupation temporaire du domaine public métropolitain.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – DESTINATION DE L'OCCUPATION

L'Occupant est autorisé à occuper temporairement le kiosque situé 2 place du Colonel Bonnier sur la commune de Toulon, aux seules fins d'exploitation d'une **activité de vente à emporter de sandwiches, boissons et glaces**.

Cette autorisation est :

- délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité commerciale susmentionnée. Cette activité ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit de la Métropole.
- souscrite **à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels**. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe et sans discontinuité au nom de l'Occupant et d'une remise en état des lieux à la date de fin de l'occupation, dans les conditions fixées aux articles suivants.

Cette autorisation, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce car elle se trouve sur le Domaine Public, inaliénable et imprescriptible.

Les droits réels ainsi que les dispositions des articles L2124-32-1 à L2124-35 accordés en application du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques sont exclus.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente autorisation est délivrée pour une durée de 5 (cinq) années à compter du 1^{er} octobre 2024.

La présente autorisation, de caractère précaire et révocable, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

3-1 : Calcul et montant de la redevance

L'Occupant versera une redevance trimestrielle, hors charges locatives, calculée et révisée chaque année, selon les tarifs fixés par l'assemblée délibérante de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Pour l'année 2024, la redevance **trimestrielle** est fixée à **605,25 € TTC** (six cent cinq euros et vingt-cinq centimes TTC) conformément à la délibération du Conseil Métropolitain N°24/02/004 du 22 février 2024 : Tarifs de mise à disposition d'un kiosque en 1^{ère} zone.

3-2 : Modalités de règlement

L'Occupant acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie de Municipale de Toulon, à réception de l'avis des sommes à payer. Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire merci de bien vouloir indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : « **MTPM RODP SAS CAROLE ET GILLES** ».

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

3-3 : Charges locatives

L'Occupant fera son affaire personnelle des contrats (branchements, **consommation**, abonnement) d'électricité, d'eau, de téléphone, de fibre et de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Il fera également son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition.

3-4 : Impôts

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

L'Occupant s'engage à occuper les lieux qu'il devra maintenir en parfait état de propreté, conformément aux lois et règlements relatifs à son occupation.

L'occupant s'engage à se conformer à la réglementation locale relative au dépôt d'ordures sur la voie publique, notamment aux horaires de ramassage. En effet, en aucun cas la voie publique ne devra servir de stockage permanent pour les conteneurs et les déchets en vrac qui constituent des dépôts sauvages.

L'occupant s'engage :

- à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité,
- à maintenir la parcelle, ses abords et installations en parfait état de propreté et d'entretien,
- à ne procéder à aucune extension sous peine de poursuite pour occupation sans titre du domaine public,
- à se conformer à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de Toulon Provence Méditerranée,

- à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la salubrité, la police, la sécurité et la tranquillité publique, et le cas échéant le code du travail,
- à respecter l'objet de l'occupation telle que déclarée et mentionnée à la présente convention, et dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la quiétude des habitants du voisinage,
- à être régulièrement inscrit au registre du commerce ou des métiers pour l'activité qu'il exerce et à respecter la réglementation en vigueur notamment en matière d'hygiène alimentaire et de normes sanitaires,

Il s'engage à fournir à la Métropole toutes autorisations correspondantes sur simple demande.

L'Occupant est tenu d'exécuter toutes les réparations locatives nécessaires pour maintenir les lieux et dépendances mis à disposition en bon état d'entretien et d'usage, y compris, s'il y a lieu, installations, matériels et mobiliers et en général tout ce qui peut garnir les lieux sans aucune exception ni réserve.

La Métropole se réserve le droit de faire visiter par ses agents, en présence de l'Occupant, les lieux attribués et prescrire les réparations et travaux de remise en état à effectuer.

L'Occupant répondra de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit de tiers. Il pourra être contraint par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à effectuer tous travaux de remise en état nécessaires.

ARTICLE 6 - TRAVAUX

L'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie à l'article 1^{er}.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux et biens meubles, objets de la présente convention, l'Occupant devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant la Métropole Toulon Provence Méditerranée contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

ARTICLE 7 – JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX

7-1 : Jouissance des lieux

L'Occupant prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

L'Occupant et ses entrepreneurs seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité. L'accès aux compteurs

devra être rendu accessible à la société gestionnaire pour l'entretien et la dépose des compteurs.

7-2 : Etat des lieux

L'Occupant reconnaît prendre le bien dans l'état où il se trouvait au jour de l'entrée en jouissance sans pouvoir exiger, à quelque époque que ce soit pendant la durée de la convention, aucune réfection, remplacement, remise en état, adjonction d'équipements supplémentaires, ou travaux quelconques, quelle qu'en soient la cause, la nature et l'importance, même s'ils étaient rendus nécessaires par l'inadaptation du bien à l'activité envisagée, par la vétusté ou par des vices cachés, ni aucune réduction de la redevance d'occupation de ce chef.

À ce titre, l'Occupant prendra en charge l'ensemble des travaux d'aménagement et de mise en conformité du bien, s'ils s'avèrent nécessaires.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

L'Occupant fournira dès son **entrée dans les lieux**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

8-1 : Polices d'assurances

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

8-2 : Sinistre

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après le sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

8-3 : Indemnisation

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont l'Occupant pourrait être victime dans les locaux loués.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉ DE L'OCCUPANT

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,

- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 10 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR LA METROPOLE

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour permettre l'aménagement des abords du kiosque, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, l'Occupant ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

ARTICLE 11 – RENOUELEMENT

La présente autorisation, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Occupant d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

ARTICLE 12 – CESSATION D'OCCUPATION, RESILIATION, RETRAIT DE L'AUTORISATION

La cessation d'occupation pour quelque motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée. La redevance pour occupation (hors retrait pour intérêt public) reste due par l'Occupant en son intégralité pour l'année entamée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 7 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

La cessation d'occupation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement.

Elle peut également intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties dans les conditions suivantes :

12-1 : Résiliation à la demande de l'Occupant

Sur demande motivée de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

12-2 : Résiliation d'office

Elle intervient sur simple lettre recommandée avec accusé réception, lorsque l'Occupant n'est plus en possession des autorisations réglementaires exigées dans l'exercice de son activité.

12-3: Résiliation par la Métropole pour défaut d'exécution de l'Occupant

Elle est prononcée, sans aucune autre formalité, par la Métropole un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter notamment à :

- se conformer à l'une quelconque des conditions de la présente convention,
- communiquer les autorisations réglementaires exigées par l'exercice de son activité,
- régler redevances ou factures impayées pour fournitures, prestations de services ou d'impôts dus au titre des prescriptions de la présente convention.

12-4 : Retrait pour cause d'intérêt général

Par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'Occupant avec un préavis d'un mois. Dans ce cas de figure, le montant de la redevance sera calculé au prorata-temporis d'occupation. L'Occupant sera indemnisé du préjudice résultant des dépenses exposées pour l'occupation du domaine conformément à l'article R. 2125-5 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARTICLE 13 – RECOURS

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 14 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

ARTICLE 15 – ANNEXE

- Plan de situation du kiosque

Fait à Toulon, le

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

Nicolas ENON

Jean-Pierre GIRAN

Esri Community Maps Contributors, IGN 2022, Esri France 2022, Esri, TomTom, Garmin, Fornavision, GeoTechnology, Inc, METI/NASA, USGS, Sources: Esri, Airbus DS, USGS, NGA, NASA, CIA/R, N. Robinson, NCEAS, NLS, OS, NMA, Geonovis/Esri, Rijkswaterstaat, GSA, Geoland, FEMA, Intermap

Sources : BD Ortho, Esri © Métropole TPM
Date de création : 09/09/2024 15:26 Auteur :

024 8 12 m